

Les voies de la convergence

QUELQUES années auront suffi pour qu'émerge en France un puissant mouvement d'extrême droite, désormais partie prenante dans la conquête légale du pouvoir politique. Divine surprise pour quelques-uns, stupeur accablée pour les autres, la rencontre attendue ou redoutée entre l'extrême droite et sa base sociale, clientèle potentielle du Front national, est désormais un fait, vérifié à l'occasion des élections locales, européennes et législatives.

Mais cette première rencontre s'accompagne d'une deuxième, autrement plus importante politiquement, parce qu'elle a, à terme, vocation à devenir majoritaire celle qui s'est confortée, sous nos yeux, au cours des dernières années, entre l'extrême droite fascisante et une large fraction de la droite traditionnelle, gaulliste et libérale.

Rencontre autour d'un discours idéologique et politique rénové, aux filiations bien établies, adapté et mis en forme de programme par les partis, diffusé à travers un réseau dense d'associations, instituts, clubs et autres lieux de rencontre, banalisé et amplifié par les médias, en particulier la presse du groupe Hersant, et dont les porte-parole les plus en vue, souvent formés dans les groupes d'extrême droite, se retrouvent aussi bien à l'UDF et au RPR qu'au Front national.

Deux démarches parallèles y ont concouru. D'une part, l'abandon progressif par la droite du discours dominant depuis la Libération jusqu'à la fin des années 70. Celui de l'"Etat-providence", interventionniste, guide de l'évolution nécessaire et garant de l'équité sociale qui, du « changement dans la continuité » au « libéralisme avancé », en passant par « le progrès dans la participation » et « la nouvelle société », a permis à la droite réformatrice de forger un consensus majoritaire et d'occuper le pouvoir. Jugé incapable de répondre à la crise et au chômage, l'Etat-providence est de plus en plus considéré comme inopérant et inadapté. D'autre part intervient la remise à jour de thèmes anciens, sur le terrain desquels va s'effectuer la convergence entre la droite et l'extrême droite, préparée et balisée par des intermédiaires zélés, empressés à faciliter les contacts et élargir le cercle.

Dès 1968, au sein du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE), quelques intellectuels d'extrême droite en rupture d'activisme, qualifiés ultérieurement de nouvelle droite, et regroupés derrière M. Alain de Benoist, s'appliquent à formaliser les bases doctrinales du « racio-élitisme » (1). Pour disqualifier le socialisme, y compris sa version social-démocrate, et remettre en cause le pouvoir culturel dominant de la gauche, ils vont se livrer à une critique fondamentale de l'égalitarisme et de l'universalisme. La réhabilitation et la revendication du principe inégalitaire et de l'élitisme seront ainsi le point de rencontre et le dénominateur commun de toutes les droites.

Au commencement était l'inégalité. Inégalités socio-biologiques entre les êtres ; historiques entre les peuples, les ethnies, les cultures, les civilisations économiques et sociales entre les nations et les individus. Les inégalités ne sont pas seulement des faits établis, elles s'inscrivent dans la nature des choses. Nécessité vitale, sel et richesse de l'aventure humaine, véritable moteur de l'histoire, elles se trouvent menacées par l'universalisme et l'égalitarisme niveleurs. Lesquels, phénomènes contre nature, étrangers au génie européen, ne peuvent se réaliser que par un interventionnisme toujours plus poussé de l'Etat - dans tous les secteurs de la vie sociale, économique et culturelle - pour conduire à l'uniformisation totalitaire. Tout ce qui tend à réduire les différences, individuelles ou collectives, et les hiérarchies naturelles qu'elles ne manquent pas d'établir, constitue une menace pour l'avenir des hommes et des peuples ; tout ce qui les exalte est libérateur.

Le nouvel ordre inégalitaire

A partir de 1974, au sein du Club de l'Horloge, des animateurs du GRECE, entourés de responsables politiques, de jeunes énarques, de dirigeants d'entreprise, d'économistes, de professeurs, d'avocats, s'emploient à décliner les corollaires de cette réhabilitation philosophique, et à les traduire en propositions politiques propres à alimenter les programmes de la droite. Viendront s'y approvisionner le RPR, l'UDF - en particulier le Parti républicain, - le Centre national des indépendants et paysans (CNIP) et le Front national.

Sous la direction de M. Yvan Blot, membre du comité central du RPR, et de M. Jean-Yves Le Gallou, du bureau politique du Parti républicain, passé depuis au Front national, le Club de l'Horloge va multiplier les rencontres et les colloques et diffuser un grand nombre d'ouvrages vulgarisant les idées nouvelles. Les sujets abordés, le ton utilisé, les arguments avancés affermissent les certitudes de tous ceux qui cherchent de bonnes raisons, en forme de rigueur scientifique et d'études de spécialistes, au nouvel ordre inégalitaire dans lequel ils ont foi et qu'ils entendent promouvoir. Des *Racines du futur*, qui voit dans la réorientation de l'Etat vers ses seules fonctions de défense et de sécurité et dans la libération de l'initiative individuelle des élites la condition de la survie de la nation française, à la *Préférence nationale* dénonçant les vagues successives d'immigration qui ont déstabilisé la nation et menacé la paix civile, légitimant ainsi un statut d'ilote pour les étrangers non européens, les critiques et propositions ne manquent pas. On les retrouve dans tous les programmes de la droite et de l'extrême droite, tout

comme dans les commentaires et petites phrases des responsables politiques : dénonciation du péril égalitaire (*la Politique du vivant, le Grand Tabou*), de l'égal accès de tous à l'éducation et à l'enseignement (*Un nouveau printemps pour l'éducation, l'Ecole en accusation*), du socialisme bureaucratique (*le Péril bureaucratique*) ou parent du fascisme (*Socialisme et fascisme, une même famille ?*), créateur d'injustices au détriment des élites (*Echecs et injustices du socialisme*) et qui a partout échoué, y compris dans ses rapports avec le tiers-monde (*le Socialisme dans le tiers-monde*) (2).

Thème commun à tous ces travaux, le plus souvent collectifs, et auxquels collaborent presque toujours des auteurs venus de l'extrême droite fascisante « *démasquer l'idéologie égalitaire* » - suivant l'expression favorite du Club de l'Horloge, - ses porte-parole socialistes et ses complices infiltrés jusque dans les rangs de la droite traditionnelle.

Quant aux origines et à la filiation idéologique du GRECE et du Club de l'Horloge, les deux principales « boîtes à penser » de la nouvelle droite, elles ne font guère de doute. On les retrouve dans les publications du groupe Europe-action, qui dans les années 60, les a précédés. « *Existe-t-il un facteur de décomposition au sein de la race blanche ? Oui, ce facteur est le déchet biologique (...). Des individus attirés par tout ce qui est à la limite du monde : la culpabilité, le néant, la logomachie, l'abstraction* » ; « *Il faut des esclaves pour que surgisse une nouvelle aristocratie (...). Il faudra proposer de grandes entreprises, de grandes expériences collectives de discipline et de sélection* », ainsi s'exprimaient, sous des pseudonymes, le fondateur du GRECE, M. Alain de Benoist et celui du Club de l'Horloge, M. Yvan Blot.

Dans le même temps, sous la présidence et dans l'entourage de M. Valéry Giscard d'Estaing, se développent les structures d'accueil du néolibéralisme : clubs Perspectives et Réalités, Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés (CIEL), universités d'été... et s'affirment les personnalités de la droite « dure » : M. Michel Poniatowski, dont les liens avec l'extrême droite sont déjà anciens, M^{me} Alice Saunier-Séité, M. Charles Debbasch, universitaire devenu salarié de M. Robert Hersant au *Dauphiné libéré*, M. Hubert Bassot, ancien responsable de l'OAS qui deviendra député de l'Orne mais, en mars 1986, ratera son parachutage dans l'Indre.

Avec les années 80, une floraison d'auteurs inspirés par les théories néolibérales, des écrits de Hayek aux thèses de Milton Friedman, subjugués par les professions de foi ultralibérales et le nationalisme chauvin de l'Amérique de M. Ronald Reagan et de l'Angleterre de M^{me} Margaret Thatcher, envoûtés par le mythe de l'entreprise et de l'initiative privée, redécouvrent, à la manière de Paul et Virginie, les vertus du bon sauvage - celles du libéralisme du même nom - avec autant de simplisme que de fausse naïveté.

La convergence du courant nationaliste de l'extrême droite et du néolibéralisme de la droite « nouvelle » et traditionnelle ne doit pas surprendre. On sait que les expériences concrètes de libéralisme n'ont jamais eu les vertus que leur prêtent leurs thuriféraires. Elles ont, au contraire, souvent été caractérisées par une absence complète de libertés pour le plus grand nombre. Les belles époques libérales du dix-neuvième siècle, en France, en Angleterre ou aux Etats-Unis, étaient celles du travail sans limitation de durée et sans aucune protection, y compris pour les enfants, du délit de grève, du livret ouvrier, de l'exclusion du droit de vote pour 90 % de la population et de la corruption effrénée du pouvoir politique et économique.

Elles s'accompagnaient d'un appareil d'Etat répressif et sécuritaire particulièrement violent, propre à briser la résistance des victimes et à entretenir la peur des partageux chez les privilégiés et leurs clientèles. Dans les périodes de crise les plus graves, les classes dirigeantes n'avaient d'autre recours que la diversion dans l'exaltation d'un nationalisme chauvin et xénophobe comme facteur d'unité nationale. Rien de différent dans les expériences les plus récentes, si l'on veut bien se rappeler que les deux pays qui ont appliqué le plus systématiquement les recettes ultralibérales, sous la conduite de spécialistes américains de l'Ecole de Chicago sont... le Chili du général Pinochet et l'Argentine de la junte Videla. Etat national-sécuritaire et libéralisme ne sont pas incompatibles, mais complémentaires.

A l'Ouest, et en France en particulier, la dénonciation apocalyptique du totalitarisme soviétique, de l'insécurité permanente des biens et des personnes due au terrorisme international et à la population immigrée, de la subversion marxiste, véhicule l'idée que la lutte pour la survie de l'Occident nécessite une démocratie musclée, dans le cadre d'une restauration nationale où l'Etat, chargé de faire un bon usage interne de la menace extérieure, serait rendu à ses vraies fonctions armée, police, justice et contrôle social. Dans le même temps, l'entreprise, seule créatrice de richesses et d'emplois, et les élites qui la dirigent, auraient les mains libres pour assurer la prospérité commune. Le tout dans l'exaltation de l'individualisme et de la compétitivité, et dans le respect des hiérarchies sociales et naturelles.

Ainsi se trouvent fondées les bases d'une convergence idéologique entre l'extrême droite nationaliste et la droite libérale et conservatrice. Restait à la traduire dans les faits, à élaborer un langage compatible, sinon commun, à mettre en place les structures d'accueil et les hommes chargés de les animer, dans le cadre d'une évolution réciproque des différentes parties prenantes. A commencer par l'extrême droite.

« Six balles pour les demi-traîtres »

ISSUS de groupuscules déchirés par d'interminables conflits, aux références inavouables ou déconsidérées depuis l'apocalypse du III^e Reich et la chute du régime de Vichy, animés par un responsable vieilli par trente ans

de figuration agitée sur la scène et dans les coulisses politiques, le Front national, son chef et son programme ont partiellement réussi à se présenter comme force nouvelle, rénovatrice et fédératrice de toutes les droites « nationales ». Et l' "homme du recours" peut dire tout haut et sans bandeau ce qu'une large fraction de la droite pense tout bas.

« *Les barbares sont à nos portes* » : hordes du tiers-monde lancées à l'assaut de l' « *Occident chrétien* » qui vacille sous les coups répétés du « *terrorisme international* » ; diaboliquement manipulés par les « *bolcheviks totalitaires* » qui campent, armés jusqu'aux dents, aux marches de la civilisation, « *peste rouge* » prête à déferler. Pis, les « *ennemis de la France* » sont dans la place, avec ou sans la « *cinquième colonne communiste* », précipitant délibérément la décadence et l'esclavage du pays, préparant « *le fascisme rouge* », l'entrée dans le Goulag dont on ne revient pas. Par le « *pourrissement moral de la jeunesse* » de nos écoles, « *l'ավիսսեմեոտ և լա պերվերսիոն Երկրի քաղաքացիական ընկերակցութեան* », le « *massacre des innocents* », martyrs de l'avortement, l' « *abaissement de l'âge des rapports sexuels qui a des effets dramatiques sur le développement intellectuel* », « *l'homosexualité qui est la fin du monde* ». (3)

Pis encore, la « *nation française abâtardie* » est menacée par l'invasion des immigrés, ces « *étrangers non européens* » qui dénaturent la « *substance nationale* ». Eléments déstabilisateurs, foyers d'insécurité, accapareurs d'emplois dont sont privés les vrais Français - « *trois millions de chômeurs, c'est trois millions d'immigrés en trop* » ; insatiables quémandeurs qui prélèvent une part exorbitante de la richesse nationale et qui, traditionnellement prolifiques, « *seront demain, si l'on n'y prend garde, les maîtres chez nous* ». Marianne sera-t-elle encore française dans trente ans ? En attendant, ils constituent déjà une sixième colonne mobilisable à tout moment pour la subversion violente au service de l'intégrisme musulman ou de quelque chantage algérien. Il fallait sans doute que la France subisse ces épreuves, et que les Français, coupables d'avoir voulu tenter cette « *détestable et ruineuse expérience socialo-communiste* », expient avant de se réveiller dans un « *sursaut* ». Car il est encore possible d' « *enrayer cette destinée fatale* ». Tout commence aujourd'hui pour qui veut se rassembler derrière l' « *homme du recours* ». Pour la « *remise en ordre* », le « *redressement* » de la nation, de son identité, de ses « *valeurs fondatrices* ». « *Il n'y a plus de temps à perdre. Le Pen, vite ! La France est de retour.* »

Il faudra commencer par démasquer et châtier les traîtres - « *six balles suffiront pour les demi-traîtres* » épurer l'école, la justice, les syndicats, la fonction publique et même l'Eglise de l' « *emprise marxiste* », sauver la France du danger des immigrés, « *par les armes s'il le faut* ». Il faudra ensuite instaurer un « *ordre nouveau* », car il n'y a pas de survie possible si l'Occident et d'abord l'Europe ne retrouvent pas les sources de l'ordre naturel dont l' « *Etat national* » doit être le garant et le guide, en s'appuyant sur les élites qui en sont les plus dignes, et une « *armée de métier et d'engagés volontaires réunissant les meilleurs éléments de la jeunesse nationale* ». « *Ordre nouveau* » fondé sur le respect des hiérarchies restaurées, sur la famille, le travail, la patrie ; « *la libération de l'entreprise de l'emprise de l'Etat* » - et en particulier de la « *tyrannie fiscale* » - et des syndicats, et qui assurera le renouveau d'un « *capitalisme populaire* ».

Relais, passerelles et lieux de rencontre

TEL est le discours du Front national Faut-il seulement avoir la mémoire courte pour ne pas retrouver la filiation directe de ces thèmes ? La France redécouvre qu'une partie des élites et de l'opinion publique est fascisante - quarante ans d'ostracisme masquaient artificiellement cette réalité - et qu'en période de crise et de bouleversements elle peut mobiliser les couches sociales qui estiment menacés leurs intérêts, leur position hiérarchique et le système de valeurs qui les sous-tend et les justifie. Ces couches sont irrésistiblement attirées par le chef populiste, sauveur providentiel, restaurateur de l'ordre traditionnel, capable d'exorciser leurs angoisses en désignant la menace et dénonçant les coupables, boucs émissaires que l'on pourchassera, le cas échéant, avec une violence à la mesure de ses peurs. La surprise est la rapidité avec laquelle bon nombre de représentants de la droite institutionnelle se retrouvent sur des positions très proches de celles de l'extrême droite.

D'abord sur le péril soviétique et l'anticommunisme absolu, qui font l'unanimité et sont prétexte à brouiller les références et réhabiliter le Front national. « *Le danger n'est pas chez Le Pen, il est à l'Est* » (M. Jean-Claude Gaudin) l' « *internationale fasciste n'est plus brune, elle est rouge* » (M. Jacques Chirac) « *le danger fasciste en France ne vient pas de la droite, il vient de la gauche* » (M. Poniatowski). Sur l'épuration nécessaire : « *Il faut exclure les communistes des postes de direction dans tous les domaines* » (M. Chirac).

Sur l'immigration « *Si vous voulez avoir du khomeynisme et du kadhafisme à la maison, vous n'avez qu'à laisser entrer un million d'Algériens en plus. (...) C'est aux Français de décider s'ils veulent une société française ou une société conflictuelle où s'affrontent Européens et musulmans* » (M. Poniatowski). « *Dans trente ans, il sera impossible d'empêcher les hommes du Sud de monter vers le Nord* » (M. Chirac). Positions très proches, également, sur l'Etat sécuritaire, la libération de l'entreprise des contraintes imposées par la législation sociale, le capitalisme populaire et la participation, la restauration des élites nationales et des hiérarchies, et jusqu'à la culpabilité des Français qui ont permis l'expérience socialo-communiste et devront payer leur faute de plus de

rigueur et, comme sous Vichy, dans la restauration nationale des vraies valeurs : travail, famille, patrie, auxquelles se rallie M. Raymond Barre.

Mais la convergence entre la droite et l'extrême droite n'est pas seulement idéologique et politique. Bien avant la montée du Front national, les animateurs de l'extrême droite activiste avaient pratiqué l'entrisme dans les formations de la droite traditionnelle, où ils ont bénéficié de solides appuis et d'une rapide promotion :

- Au Parti républicain (PR), où MM. Alain Madelin, député d'Ille-et-Vilaine, délégué général du parti, Gérard Longuet, député de la Meuse, trésorier du PR, tous deux anciens du mouvement Occident, et Jacques Douffiagues, maire d'Orléans, membre du comité directeur du PR, ancien des comités Tixier-Vignancour, forment le noyau dur de l'entourage de M. François Léotard, où ils placent progressivement aux postes-clés des responsables venus, comme eux, de l'extrême droite activiste, au risque de provoquer une scission au sein du parti. Les quatre hommes se retrouvent désormais dans le gouvernement de M. Chirac.. (4) ;

- Au RPR, qui s'est employé de longue date à récupérer les activistes d'Occident, d'Ordre nouveau, du GUD (Groupe union défense), du Parti des forces nouvelles, auxquels ont été confiés des postes de responsabilité et que l'on retrouve dans l'entourage de M. Charles Pasqua, nouveau ministre de l'intérieur, et du maire de Paris, devenu premier ministre.

Parallèlement, une multitude d'organismes relais, de passerelles institutionnelles, de lieux de rencontre, tant nationaux qu'internationaux, assurent le brassage de la droite et de l'extrême droite, la mobilisation de leurs compagnons de route, pour la mise au point concertée du discours nouveau, systématiquement développé et vulgarisé par la grande presse et les médias conservateurs ou réactionnaires.

Passerelle et relais : le Centre national des indépendants et paysans (CNIP), véritable sas politique où viennent transiter les extrémistes en instance de rejoindre les formations de la droite traditionnelle, et les RPR-UDF attirés par le Front national. Salle des pas perdus accueillante, où l'on rencontre des anciens de tous les mouvements d'extrême droite, de l'OAS au Parti des forces nouvelles, et dont le président, M. Philippe Malaud, revendique pour sa formation le rôle de « *passerelle tous azimuts* ».

Lieux de rencontre et courroies de transmission, les dizaines d'associations, cercles, alliances, clubs, comités, unions où se retrouvent droite et extrême droite : cercle Renaissance, Alliance pour la nouvelle culture, Union des intellectuels indépendants, Comités d'action républicaine, Ligue des contribuables, etc.

Relais internationaux (5), les instituts sur la sécurité, « boîtes à penser » des apôtres de l'anticommunisme, faucons de la guerre froide, idéologues de la sécurité nationale et professionnels de la stratégie de la tension. Les plus influents sont d'origine américaine, généralement contrôlés et financés par la CIA et les services de renseignement de l'armée dont ils sont les correspondants : American Security Council, Foreign Affairs Research Institute (FARI), Center for Strategic and International Studies (CSIS), National Strategic Information Center (NSIC), Heritage Foundation. Les plus connus en France sont la Ligue anticommuniste mondiale (WACL) et CAUSA, l'une et l'autre parrainées par la secte Moon ; et dans une moindre mesure l'Institut international de géopolitique animé par M^{me} Marie-France Garaud. Participent à la WACL : l'Union pour la liberté qui en est la branche française, le syndicat étudiant UNI, financé par la CIA à hauteur de 600 000 dollars, l'Association des combattants de l'union française, l'Union des intellectuels indépendants, ainsi que de nombreuses personnalités de la droite et de l'extrême droite que l'on retrouve également aux colloques organisés par CAUSA. Tous ces instituts sur la sécurité apportent un soutien actif aux régimes les plus extrémistes sous couvert de la lutte contre la subversion communiste, ainsi qu'aux représentants de la droite dure en Europe et à travers le monde.

Compagnons de route, certaines associations de rapatriés (6) et certains syndicats dans la police (7), les mouvements comme Légitime défense, Laissez-les vivre ou Chrétienté-solidarité (8), les formations plus ou moins éphémères comme UNIR (9) de M. Jean-Maxime Lévêque, ancien PDG du Crédit commercial de France ; les hommes politiques entremetteurs entre droite et extrême droite comme MM. Jacques Médecin ou Alain Griotteray.

Un brassage permanent, des liaisons et ramifications complexes assurent la promotion des idées nouvelles auprès d'organisations et de mouvements différenciés.

Ainsi, par exemple, M. Alain Madelin, ancien d'Occident et second de M. François Léotard, rencontrait au comité directeur du PR M. Jean-Yves Le Gallou, avant que celui-ci ne passe au Front national. M. Jean-Yves Le Gallou retrouve au Club de l'Horloge, qu'ils dirigent ensemble, son vieil ami M. Yvan Blot, venu comme lui du GRECE, mais qui est aussi nouveau député du Pas-de-Calais et membre du comité central du RPR, aux côtés de M. Charles Pasqua. M. Charles Pasqua anime, parmi bien d'autres activités, le cercle Solidarité et défense des libertés, avec M. Gérard Ecorcheville, ancien d'Ordre nouveau et du GUD, responsable départemental du CNIP, où il retrouve de vieilles relations, également responsables départementaux : M. Pierre Sergent, ex-responsable de l'OAS-Métropole, devenu député des Pyrénées-Orientales ; M. Michel de Rostolan, animateur du cercle Renaissance, ancien d'Ordre nouveau et d'Occident, membre de la Ligue mondiale anticommuniste (WACL), élu député FN-CNIP de l'Essonne ; M. Alain Robert, un des fondateurs d'Occident, du GUD, d'Ordre nouveau, ancien secrétaire général du Front national et ancien membre de la direction politique du Parti des forces

nouvelles. M. Alain Robert s'est présenté aux élections locales avec le soutien du RPR, de Légitime défense et du mouvement UNIR ; il anime le Comité français contre le pluralisme et pour la paix, en compagnie de... M. Yvan Blot, dont les amis du GRECE, MM. Alain de Benoist, Jean-Claude Vala, Patrice de Plunkett, collaborent au service culturel du *Figaro* et du *Figaro Magazine* de M. Louis Pauwels, que l'on peut rencontrer dans les conférences de CAUSA, la « boîte à penser » de la secte Moon, aux côtés de M. Pierre Ceyrac, l'un des responsables français, élu du Front national du Nord. Il serait aisé, mais fastidieux, de continuer à dévider l'écheveau des réseaux de relations où s'entremêlent droite et extrême droite.

Une presse de guerre civile larvée

ENFIN, c'est à la presse Hersant que revient la responsabilité d'avoir offert une tribune nationale aux thèmes nouveaux, jusque-là confinés dans les publications partisans et extrémistes. D'abord au *Figaro Magazine*, qui a accueilli les porte-parole de la nouvelle droite, du GRECE et du Club de l'Horloge, ouvrant à leurs idées l'audience des élites bourgeoises. Ensuite au *Figaro*, tribune prestigieuse des grandes plumes de la droite traditionnelle, conservatrice ou modérée, guère troublées de cohabiter avec les signatures extrémistes. Sans oublier les autres journaux du groupe et les radios qu'il contrôle.

Ce qui caractérise cette presse, au cours de la période récente, c'est le ton du débat idéologique et politique, qui n'est pas celui de la droite traditionnelle. La dramatisation outrancière, la violence verbale, les propos haineux, renvoient aux pires excès de l'entre-deux-guerres, lors de la montée du fascisme. En la relisant aujourd'hui, on est frappé par la brutalité avec laquelle elle s'est employée à mettre en condition l'opinion qu'elle influence, à déstabiliser son système de références, et à l'entraîner à adhérer au discours nouveau, dans un climat de guerre civile larvée, sans aucun rapport avec les réalités françaises et internationales.

Mise en chantier de longue date, inscrite sur le fond de la crise économique, sociale, culturelle, qui depuis plus de quinze ans secoue le système capitaliste, cautionnée par sa référence au modèle dominant de la droite américaine, dans le contexte français d'une alternance politique à laquelle se refusaient la plupart des privilégiés, la convergence entre une fraction de la droite traditionnelle et l'extrême droite est un nouvel exemple de la vieille tentation des castes qui, traditionnellement, tiennent le pouvoir. Celle d'abandonner le compromis réformateur et d'imposer leur loi et leur ordre avec, lorsque les circonstances historiques et le rapport des forces le permettent, le consentement ou la neutralisation des victimes. C'est sur un discours politique, que l'on peut qualifier de national-libéral, que certains semblent compter pour reconstituer, sur des bases nouvelles, le large consensus idéologique que nécessite, dans les démocraties occidentales, le maintien des dominations établies.

Christian de Brie Journaliste.

- (1) Voir page 10 l'article d'[Anne-Marie Duranton-Crabol](#).
- (2) Tous ces titres d'ouvrages ont été publiés entre 1977 et 1985 sous l'égide du Club de l'Horloge.
- (3) *Notre monde*, Europe Action, n° 36, décembre 1965.
- (4) M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P et T et du tourisme ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, de l'aménagement et des transports, chargé des transports ; M. Gérard Longuet, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P et T et du tourisme, chargé des P et T.
- (5) Voir pages 3 à 5 l'article de [Pierre Abramovici](#).
- (6) Fédération pour l'unité des réfugiés et des rapatriés (FURR) de M. Joseph Ortiz ; Association des combattants de l'union française (ACUF), membre de la Ligue mondiale anticommuniste (WACL).
- (7) Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP) et Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN) de M. Rémy Halbwx.
- (8) Mouvement des intégristes catholiques animé par M. Bernard Antony, dit Romain Marie, député européen du Front national.
- (9) Union nationale pour l'initiative et la responsabilité.